

Turquie

Plus de 20 personnes, dont le rédacteur en chef de Zaman et le directeur de la télévision Samanyolu, ont été arrêtés dimanche lors d'une opération policière.



Dans un communiqué commun publié dimanche, **Federica Mogherini**, le Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, et **Johannes Hahn**, le Commissaire pour la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, ont déclaré : «la répression contre Zaman et d'autres médias sont une «atteinte inacceptable» contre la liberté de la presse. Cette opération rejette les valeurs et les normes européennes, alors que la Turquie aspire à en faire partie, et qui sont au cœur des relations renforcées.»



Le département d'Etat américain a également critiqué les détentions, appelant les autorités turques à protéger la liberté des médias.

Le Président **Recep Tayyip Erdoğan** a rejeté les critiques de l'Union européenne au cours d'une opération de police visant des journalistes et des opposants, déclarant que :



«Ils pleurent sur la liberté de la presse, mais les actions policières n'ont rien à voir avec cela. (...) ce que l'UE peut dire, n'a aucun intérêt pour nous. Savoir si l'UE nous accepte ou non en tant que membre, ne nous inquiète pas outre mesure.

Aussi, gardez vos réflexions pour vous, s'il vous plaît.

L'UE n'a pas le droit d'intervenir dans les actions de la police et de la justice contre des entités qui mettent en péril notre sécurité nationale. La Turquie s'occupe de ses propres problèmes, que l'Union européenne «s'occupe des siens». Ces actions de répressions sont en réponse aux "sales opérations" de nos ennemis politiques.

Je ne permettrai pas que les procureurs et les policiers soient mis sous pression.»